



Aulnay-sous-Bois, le 18 Juillet 2013

**Monsieur Manuel VALLS**  
Ministre de l'Intérieur  
Ministère de l'Intérieur  
Place Beauvau  
**75008 PARIS**

Monsieur le Ministre,

Des incidents d'une gravité particulière se sont produits à Aulnay-sous-Bois, dans le prolongement des festivités du 14 juillet, mettant en cause le comportement de certaines forces de l'ordre, et ayant pour victimes le responsable du service médiation de la ville, l'un de nos agents médiation ainsi que notre directeur prévention sécurité.

En ce soir de Fête Nationale, où plus de 20 000 personnes viennent d'assister au feu d'artifice, la synergie parfaite des services de la ville et des représentants de la police nationale a permis une fois encore d'assurer dans les meilleures conditions de tranquillité et de sécurité l'évacuation du public. Dans le cadre du dispositif de veille, nos agents interviennent alors dans le secteur des 3000, rue Edgar Degas, où ils constatent une situation tendue et des risques d'affrontement avec les forces de l'ordre.

Bien qu'ayant décliné leur identité et leur fonction, et disposant d'une tenue identifiable, nos médiateurs sont pris à partie, insultés et frappés violemment par un fonctionnaire de police. Désireux d'obtenir des explications, notre directeur prévention sécurité accompagné de notre responsable du service médiation, sont vivement rabroués et essuient à leur tour un coup de matraque asséné dans les jambes alors qu'ils tournent le dos.

J'insiste sur le choc psychologique, en plus des lésions physiques, que cette violence injustifiée a pu produire sur des employés municipaux habitués à gérer l'improbable, des employés exemplaires à tous égards et qui mènent un travail éminemment indispensable. De la même façon, je n'ignore pas la tension à laquelle sont soumises en continu les forces de police dans l'exercice quotidien de leurs missions, à fortiori dans les circonstances inhérentes à une manifestation d'une ampleur telle que les festivités du 14 juillet. Je rends d'ailleurs hommage aux uns comme aux autres pour leur courage et leur sens du devoir.

C'est parce que nous sommes bien conscients de la difficulté extraordinaire de la tâche qu'un dispositif de coordination dédié entre nos services et ceux de la police nationale a été mis en place ce soir-là. Comme lors de chaque événement exceptionnel, la procédure choisie a fait l'objet d'une note récapitulative, à disposition de chaque partenaire, rappelant la marche à suivre et répertoriant les contacts. De toute évidence, ces consignes ont été négligées par les fonctionnaires de police en cause.

Je suis d'autant plus stupéfait par ce dérapage sérieux et sans précédent que le dispositif de réponse graduée, mis en œuvre à Aulnay-sous-Bois face aux situations délicates, s'exerce avec des résultats probants depuis le début de mon mandat. A ce jour, nous ne déplorons rien d'irréparable en dépit d'un contexte en limite de rupture permanente. Des heurts, entre des policiers et des habitants, ont notamment eu lieu les 10 et 11 juillet, conduisant les hommes de la compagnie de sécurisation de Seine-Saint-Denis à faire usage de flash-ball, dans des proportions qui ont choqué de nombreux témoins et selon un enchaînement qu'il serait également utile de démêler.

L'an dernier, c'est bien la mobilisation de tous, services municipaux et services de l'Etat œuvrant main dans la main sans relâche durant dix jours, qui a permis d'éviter le pire après le décès d'un jeune homme survenu en plein cœur d'une cité peu après un contrôle policier. Ici, à Aulnay-sous-Bois, le spectre des émeutes de 2005 hante toujours les esprits. Et pour rien au monde, nous ne voudrions revivre pareil traumatisme.

Je n'ai pas non plus besoin de vous rappeler les conditions d'installation indignes dans lesquelles les policiers du commissariat d'Aulnay-sous-Bois remplissent leur missions, puisque vous vous êtes rendu sur place le jour de votre investiture comme ministre de l'Intérieur, et les raisons impérieuses qui nous font réclamer de toute urgence l'inscription budgétaire en vue de la réalisation de nouveaux locaux en faveur desquels notre municipalité met le foncier à disposition gracieuse.

Les agents municipaux, victimes de cette violence gratuite, ont porté plainte. Ils savent pouvoir compter sur mon soutien indéfectible ainsi que sur celui de la municipalité. Sans attendre, il me paraît indispensable qu'une enquête administrative soit ouverte et permette d'identifier au plus tôt les responsables. Toute la lumière doit être faite sur de tels agissements dont les conséquences en d'autres circonstances pourraient s'avérer catastrophiques. Des mesures doivent être prises afin que ces faits ne se reproduisent plus, particulièrement dans la période qui s'ouvre, qui peut s'avérer propice aux tentatives de manipulation.

Aussi, Monsieur le Ministre, je me permets de vous demander de bien vouloir veiller personnellement au suivi de ce dossier, auquel j'attache une importance spéciale, de sorte à ce que l'état de droit soit strictement respecté et afin de préserver le fragile équilibre en matière de sécurité dans lequel nous évoluons. Je crois que votre engagement sera une manière de reconnaissance pour le travail difficile de vos agents et des miens.

En vous remerciant, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de ma haute considération.



**Gerard SEGURA**  
Maire d'Aulnay-Sous-Bois  
Vice Président du Conseil Général